Certifié conforme

A 5311

MEDOTELS

Société A Responsabilitée Limitée au capital de 305 000 Euros
Siège social : 10/12 rue du Bois Chaland
91029 EVRY

N° 421 216 276 RCS EVRY

EXTRAITS DU PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 28 JUIN 2001

SIXIÈME RESOLUTION - Conversion du capital en euros

L'Assemblée Générale des Associés, après avoir entendu le rapport de la Gérance, décide d'exprimer en Euros le capital social dont le montant s'élève à 2 000 000 Francs pour 20 000 Parts Sociales de 100 Francs de nominal, au moyen de la conversion de cette valeur par application du taux officiel de conversion qui s'élève pour 1 Euro à 6,55957 Francs.

Le capital social ressort à 304 898.03 Euros pour 20 000 Parts Sociales de 15.24 Euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIÈME RESOLUTION - Règle de l'arrondi

L'Assemblée Générale des Associés décide d'arrondir le montant de la valeur nominale des Parts Sociales au Centième d'Euros supérieur, soit 15.25 Euros par Parts Sociales, ce qui fait au total une différence de 101.97 Euros.

L'Assemblée Générale des Associés décide en conséquence d'augmenter le capital social de 101.97 Euros pour le porter de 304 898.03 Euros à 305 000 Euros par incorporation de pareille somme de 101.97 Euros (668.85 Francs) prélevée sur le Report à nouveau.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIÈME RESOLUTION - Modification des statuts

L'Assemblée Générale des Associés, comme conséquence des résolutions qui précèdent, décide de modifier ainsi qu'il suit les Articles 6 et 7 des Statuts dont la nouvelle rédaction devient :

Article 6 – Apports formation du capital :

Rajouter in fine

Suivant délibération de l'Assemblée Générale Mixte des Associés en date du 28 juin 2001, le capital social a été augmenté de la somme de 101.97 Euros par incorporation de pareille somme prélevée sur le Report à nouveau.

Article 7 – Capital social

ENREGISTRÉ À ÉVRY R.D.
Le 20 Février 2001
Bord. 58 Case 21
REÇU GRATIS
- D' d'Enrgt :
- Droits de timbre :
Marie-Pierre BERTAIL
Contrôleur

PUBLICATA

Certifié conforme

MEDOTELS
Société A Responsabilitée Limitée au capital de 305 000 Euros
Siège social : 10/12 rue du Bois Chaland
91029 EVRY

N° 421 216 276 RCS EVRY

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 28 JUIN 2001

L'an deux mil un
Le 28 juin
à 9 heures

Les membres de l'Assemblée Générale de la société MEDOTELS se sont réunis au siège de la Société sur convocation du Président.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée Générale en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Monsieur Hervé HARDY préside la séance en sa qualité de Gérant de la Société.

Monsieur Frédéric HOEPFFNER est désigné comme secrétaire.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée Générale :

- Les statuts de la Société
- La feuille de présence à l'Assemblée Générale
- Les pouvoirs des Associés représentés
- Les copies des lettres de convocation
- Le bilan, comptes de résultats et l'annexe de l'exercice clos le 31 décembre 2000
- Les rapports de la Gérance
- Le texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale

Puis le Président déclare que l'inventaire, les comptes annuels, les rapports de la Gérance , le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les documents et renseignements prévus par la Loi et les Règlements ont été tenus à la disposition des membres de l'Assemblée, au siège social de la société, à compter de la convocation de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président ouvre alors la séance et rappelle l'ordre du jour :

Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2000
Affectation du résultat
Approbation des conventions réglementées
Renouvellement du mandat du Gérant

Nomination des Commissaires Aux Comptes
Conversion du capital en Euros
Régle de l'arrondi
Modification corrélative des statuts
Pouvoirs à conférer pour les formalités

Le Président donne lecture de son rapport puis ouvre les débats.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

PREMIER RESOLUTION - Approbation des comptes

L'Assemblée Générale après avoir entendu les rapports de la Gérance , approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2000, tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites par ces comptes et les actes de gestion accomplis par le Gérant au cours de cet exercice.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RESOLUTION - Affectation du résultat

L'Assemblée Générale constate que le résultat de l'exercice est un bénéfice de 3 834 115.16 Francs et décide de l'affecter de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	3 834 115.16 FF
Report à nouveau antérieur	-4 473.65 FF
Auquel se retranche la dotation à la Réserve légale	200 000.00 FF
Soit un bénéfice distribuable de	3 629 641.51 FF
Distribution de Dividendes	3 000 000.00 FF
Report à nouveau	**629 641.51 FF**

Le dividende net par action sera de 150.00 Francs et l'avoir fiscal correspondant de 75.00 Francs pour les actionnaires y ayant droit, soit pour ces derniers un revenu brut de 225.00 Francs par actions.

Le paiement des dividendes sera effectué à compter du jour de l'Assemblée Générale.

Elle prend acte qu'aucun dividende n'a été distribué aux cours des trois derniers exercices.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RESOLUTION ***- Conventions réglementées***

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Gérant sur les conventions visées à l'article L.224-9 du Code de Commerce, approuve ces conventions.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RESOLUTION ***- Renouvellement du Mandat du Gérant***

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat du Gérant est arrivée à échéance, décide de renouveler le mandat pour 3 exercices, soit jusqu'à la clôture des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2002.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

CINQUIÈME RESOLUTION ***- Nomination des Commissaires Aux Comptes***

L'Assemblée Générale, sur proposition du Gérant, nomme en qualité de Commissaire Aux Comptes, la Société FIDULOR, représentée par Monsieur Guy FLOCHLAY, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire et Monsieur Benoit LECLERC, en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant pour six exercices, soit jusqu'à la clôture des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

<u>De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire</u>

SIXIÈME RESOLUTION ***- Conversion du capital en euros***

L'Assemblée Générale des Associés, après avoir entendu le rapport de la Gérance, décide d'exprimer en Euros le capital social dont le montant s'élève à 2 000 000 Francs pour 20 000 Parts Sociales de 100 Francs de nominal, au moyen de la conversion de cette valeur par application du taux officiel de conversion qui s'élève pour 1 Euro à 6,55957 Francs.

Le capital social ressort à 304 898.03 Euros pour 20 000 Parts Sociales de 15.24 Euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIÈME RESOLUTION ***- Règle de l'arrondi***

L'Assemblée Générale des Associés décide d'arrondir le montant de la valeur nominale des Parts Sociales au Centième d'Euros supérieur, soit 15.25 Euros par Parts Sociales, ce qui fait au total une différence de 101.97 Euros.

L'Assemblée Générale des Associés décide en conséquence d'augmenter le capital social de 101.97 Euros pour le porter de 304 898.03 Euros à 305 000 Euros par incorporation de pareille somme de 101.97 Euros (668.85 Francs) prélevée sur le Report à nouveau.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIÈME RESOLUTION ***- Modification des statuts***

L'Assemblée Générale des Associés, comme conséquence des résolutions qui précèdent, décide de modifier ainsi qu'il suit les Articles 6 et 7 des Statuts dont la nouvelle rédaction devient :

Article 6 – Apports formation du capital :

Rajouter in fine

Suivant délibération de l'Assemblée Générale Mixte des Associés en date du 28 juin 2001, le capital social a été augmenté de la somme de 101.97 Euros par incorporation de pareille somme prélevée sur le Report à nouveau.

Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 305 000 Euros divisé en 20 000 Parts Sociales de 15.25 Euros chacune

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

NEUVIÈME RESOLUTION ***– Pouvoirs à donner pour les formalités de publicité légale***

L'Assemblée Générale des actionnaires donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès verbal qui constatera ces délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités légales ou réglementaires de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée. De tout ce qui précède, il a été établi le présent procès verbal qui a été signé par le Président et le Secrétaire.

Hervé HARDY
Le Président

Frédéric HOEPFFNER
Le Secrétaire

MEDOTELS

Société A Responsabilitée Limitée au capital de 305 000 Euros

Siège social : 10/12 rue du Bois Chaland

91029 EVRY

N° 421 216 276 RCS EVRY

Statuts à jour suite à
l'Assemblée Générale mixte
en date du 28 juin 2001

Certifié Conforme

Hervé HARDY

Gérant

MEDOTELS

Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée

au capital de 305 000 EUROS

Siège social : ZAC du Bois Chaland – Lisses – 91029 EVRY Cedex

SIREN 421 216 276 RCS Evry

STATUTS

LE SOUSSIGNE

MEDOTELS, société par actions simplifiée, au capital de 93.460.000 francs, ayant son siège social au 10/12 rue du Bois Chaland – Lisses – 91000 EVRY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Evry sous le numéro B 471 801 639, représentée par son Président, Monsieur Hervé HARDY

désirant constituer seul une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, ainsi que le lui permet la loi n° 85-697 du 11 juillet 1985, a établi les statuts suivants :

ARTICLE 1 : FORME

La société dont il s'agit est créée sous la forme d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, régie par toutes les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 : OBJET

L'objet de la société consiste en France et à l'étranger en l'acquisition, la gestion et la cession de toutes participations, directement ou indirectement dans d'autres sociétés commerciales ou civiles et notamment directement ou indirectement l'acquisition, la détention et la gestion de tous établissements de retraite pour personnes des troisième et quatrième âges avec ou sans soins médicaux, de santé, de réadaptation fonctionnelle, de convalescence ;

La participation de la société à toutes opérations susceptibles de se rattacher audit objet par voie de création de sociétés nouvelles, apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, acquisition, location ou location-gérance de fonds de commerce, alliance, association en participation ou groupement d'intérêt économique ;

Ainsi que, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement audit objet, ou à tous objets similaires ou connexes de nature à favoriser le but poursuivi par l'entreprise, son extension ou son développement.

ARTICLE 3 : DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Celle-ci pourra, cependant, être prolongée ou au contraire écourtée en cas de dissolution anticipée de la société.

ARTICLE 4 : DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est **MEDOTELS**.

Dans tous les actes et documents émis par la société, quels qu'ils soient, doit figurer un entête indiquant la dénomination sociale suivie de la mention "entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "EURL", le montant du capital social, l'adresse du siège social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 5 : SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé au **10/12, rue du Bois Chaland – Lisses – 91000 EVRY**.

ARTICLE 6 : APPORTS

6.1 Apports en numéraire

MEDOTELS S.A.S., associé unique, a apporté à la société la somme de 50.000 Francs, lors de la constitution.

Lors de l'augmentation de capital, FINANCIERE MEDOTELS S.A.S., associé unique, apporte à la société la somme de 1.950.000 Francs.

Le montant total des apports en numéraire s'élève à 1.950.000 francs, lesquels seront déposés sur un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque Crédit Lyonnais, 185 rue de Bercy, 75012 Paris.

Suivant délibération de l'Assemblée Générale Mixte des Associés en date du 28 juin 2001, le capital social a été augmenté de la somme de 101.97 Euros par incorporation de pareille somme prélevée sur le Report à nouveau.

6.2 Total des apports

Les apports en numéraire s'élevant à la somme de 305 000 EUROS, sans apport en nature, le montant total des apports consentis est de 305 000 EUROS.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme totale de 305 000 EUROS, lequel est divisé en 20000 parts d'une valeur nominale de 15.25 EUROS chacune, intégralement et entièrement libérées, souscrites en totalité par l'associé unique soussigné.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

8.1 Augmentation du capital

Les associés réunis extraordinairement peuvent décider d'augmenter le capital par quelque procédé que ce soit, sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur.

8.2 Réduction de capital

Les associés réunis extraordinairement peuvent décider de réduire le capital par quelque procédé que ce soit, sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 : CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES

9.1 Cession

Toute cession ou transmission de parts sociales appartenant à l'un des associés doit être constatée par écrit :

- dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil
- ou être déposée au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt.

La cession de parts sociales entre associés eux-mêmes est libre.
En revanche, la cession entre associés et conjoints, ascendants ou descendants et autres tiers ne peut intervenir qu'avec l'agrément des associés, lequel est acquis à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Dans cette dernière hypothèse, le cédant soit notifier le projet de cession à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception. Dans le délai de huit jours suivant cette notification, l'assemblée générale des associés doit être convoquée par la gérance à l'effet de délibérer sur ledit projet. Une consultation écrite est également possible.

La décision prise est ensuite communiquée au cédant par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession faite par le cédant, l'accord de la société est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément, les associés ont l'obligation soit d'acquérir soit de faire acquérir lesdites parts dans les conditions fixées à l'article 1843-4 du Code civil, ce dans le délai de trois mois à compter de la décision de refus.

9.2 Transmission

En cas de décès de l'un des associés, la société se poursuit librement entre les associés restants et les ayants droit ou héritiers, et, le cas échéant, le conjoint survivant de l'associé décédé.

Ces derniers doivent toutefois justifier de leur qualité auprès de la gérance, qui se réserve le droit d'exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

En cas d'indivision du fait de cette transmission, l'un des copropriétaires représente tous les indivisaires.

La transmission des parts pour cause de dissolution de la communauté entre un associé et son conjoint, autre que par décès est également libre.

ARTICLE 10 : DROIT DES ASSOCIES

10.1 Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal sur les bénéfices réalisés par la société, sur la propriété de l'actif social et sur le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

10.2 Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport.
Toutefois ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société, lorsque aucun commissaire aux apports n'a été désigné ou lorsque les associés n'ont pas retenu la valeur proposée par le commissaire aux apports.

10.3 La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 11 : GERANCE

11.1 Nomination et pouvoir du gérant

Monsieur Hervé Hardy, demeurant 17, chemin de Plantefort 69370 Saint Didier au Mont d'Or, acceptant lesdites fonctions, est nommé en qualité de gérant.

Sous réserve des dispositions de l'article 11.3, le gérant ainsi nommé demeure en fonction pour une durée de trois années à compter de la création de la société. Le gérant est rééligible.

Le gérant pourra faire tous les actes de gestion qu'il jugera utile au bon fonctionnement de la société. A l'égard des tiers, il disposera des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

11.2 Responsabilité du gérant

Le gérant est responsable envers la société ou envers les tiers des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, des violations des statuts, ainsi que des fautes commises dans sa gestion.

11.3 Cessation des fonctions du gérant

Le gérant pourra être révoqué pour juste motif par décision des associés représentant plus de la moitié de parts sociales.

Ses fonctions cesseront également par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité ou révocation.

11.4 Rémunération du gérant

La rémunération du gérant sera fixée dans un acte ultérieur.

ARTICLE 12 : DECISIONS DES ASSOCIES

12.1 Modalités

- Les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée générale soit par consultation écrite des associés, soit par acte sous seing privé ou notarié signé par tous les associés. S'agissant, toutefois, de l'approbation des comptes annuels, une assemblée générale ordinaire doit être convoquée.

- Sont qualifiés d'ordinaires, les décisions des associés autres que celles relatives aux modifications statutaires, à l'agrément pour une cession ou une mutation de parts sociales, aux droits de souscription ou d'attribution.

- Les décisions ordinaires sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

- Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions ayant pour objet une modification des statuts, l'agrément pour une cession ou mutation de parts sociales ou les droits de souscription ou d'attribution.

Elles doivent être adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société civile, ou en société par action simplifiée.

- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts.

- Par des associés représentant au moins les trois-quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

12.2 Assemblées générales

- Les associés sont convoqués aux assemblées par le gérant, ou en cas de carence de ce dernier, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêtée par l'auteur de la convocation . Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

- L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurées par le plus âgé.

– Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée dans un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

12.3 Consultation écrite

La gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent alors d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance, ce par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

12.4 Participation aux décisions collectives

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint, hormis l'hypothèse d'une société entre deux époux. Un associé peut également se faire présenter par un autre associé, hormis l'hypothèse d'une société constituée entre deux seuls associés.

Lorsqu'une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

12.5 Procès-verbaux

Les décisions des associés sont consignées dans des procès-verbaux établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 13 : EXERCICE ET COMPTES SOCIAUX

Chacun des exercices sociaux débutera le 1er janvier pour être clos le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social débutera à la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés pour se terminer au 31 décembre 1998.

Les comptes annuels, l'inventaire, le rapport de gestion, les rapports spéciaux du gérant et les rapports du commissaire aux comptes (s'il existe) seront établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

ARTICLE 14 : AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le bénéfice ou la perte de l'exercice écoulé est calculé par différence entre les produits et les charges de l'exercice, ce après déduction des amortissements et provisions.

Sur le bénéfice ainsi obtenu, diminué éventuellement des pertes antérieures, est prélevé une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'assemblée générale peut décider de distribuer des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Il est précisé, toutefois, que les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.
L'assemblée générale fixe les modalités de mise en paiement des dividendes. Ce paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.
Aucune distribution ne peut, cependant avoir lieu lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 15 : CONTROLE - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément à l'article 64 de la loi du 24 juillet 1964 relative aux sociétés commerciales, la nomination de commissaires aux comptes n'est requise que dans certains cas.

Le cas échéant, ils exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 16 : PROROGATION

Les associés, réunis extraordinairement pourront décider de la prorogation de la société, ce au plus tard un an avant la date d'expiration de la société.

ARTICLE 17 : DISSOLUTION ET LIQUIDATION

17.1 La société sera dissoute à l'arrivée de son terme, sauf prorogation, ou en cas de survenance d'une cause de dissolution prévue par la loi. Elle peut également intervenir du fait d'une décision des associés réunis en assemblée générale extraordinaire.

17.2 Dés sa dissolution, la société est mise en liquidation. A cette fin, un ou plusieurs liquidateurs doivent être nommés lors de l'assemblée générale prononçant la dissolution. Ils disposent à cet effet des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde entre les associés. En fin de liquidation, il leur appartient de convoquer l'assemblée générale à l'effet de statuer sur les comptes définitifs, de se voir donner quitus et décharge de leur mandat et de constater la clôture de la liquidation.

Par ailleurs, les fonctions du gérant et des commissaires aux comptes cessent à compter de la décision prononçant la dissolution.

A compter de ladite décision, dans tous les actes et documents divers émanant de la société, la dénomination sociale doit être suivie de la mention "en liquidation".

ARTICLE 18 : CONTESTATIONS

Toute contestation relative aux affaires sociales pouvant surgir pendant la durée de la société sera tranchée par le tribunal compétent.

ARTICLE 19 : ACTES ACCOMPLIS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Est annexé aux présents statuts, l'état des actes accomplis à ce jour précisant pour chacun d'entre eux les engagements qui en résulteront pour la société.

Lesdits actes, dont les associés déclarent avoir pris connaissance, seront repris automatiquement par la société dès son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 20 : FORMALITES ET POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant aux fins d'accomplir les formalités de publicité corrélatives à la constitution de la société et notamment celles nécessaires à l'acquisition de la personnalité morale.

Fait à Evry, le 14 Décembre 1998
En cinq d'exemplaires.

MEDOTELS S.A.S.
RCS Evry B 471 801 639
représentée par son Président,
Monsieur Hervé HARDY